

cerises

la coopérative

Ça peut servir !

Avec l'objectif d'associer toutes les personnes à la vie municipale et de réussir la transformation écologique et sociale avec ceux qui subissent la grande pauvreté ATD-Quart Monde a publié un document : atdqm.fr/elections2026

Selon la Direction de la Recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, 17,9 % de la population est pauvre ; 11,7 % qualifiées comme « modeste ». Ces données datent de 2021 et plusieurs pays d'Europe dépassent le seuil de 20%.

Dans la revue Salariat, à noter [l'article](#), en accès libre, sur la sécurité sociale de l'alimentation : par Antoine Bernard de Raymond, Sylvain Bordiec, Louise Doglio, David Glory et Marthe-Aline Jütland. Une revue qui constitue une ressource de qualité.

Dans le territoire du coquelicot (Albert, Somme), l'arrivée de 3 prêtres traditionalistes, venus de Toulon, crée l'émoi. Les actes les plus conservateurs se succèdent. L'harmonie locale n'a plus accès à l'église, les fidèles désertent. Que ne dirait et ne ferait-on s'il s'agissait d'une mosquée ?

Agenda militant

Programme des Rencontres de l'Atelier pour la saison 2025-2026

22 janvier

Nicolas Devers-Dreffus, ancien auditeur de l'IHEDN (institut des hautes études de défense nationale) établissement public à dimension interministérielle, placé sous la tutelle du premier ministre.

1er février

L'assemblée générale 2026 de RIPOSTES « Pour une coordination antifasciste » se tiendra de 10h à 17h à Paris www.ripostes.org

Notre internationalisme à l'épreuve du nouveau monde

L'entrée dans l'année 2026 a été marquée par l'intervention armée étatsunienne au Venezuela. Ce que Poutine n'a pas réussi en février 2022 - enlever le président ukrainien Zelensky - Trump l'a fait en janvier 2026 avec le dictateur Maduro. Entre chefs de gang, on parle le même langage, on agit de la même manière. La méthode est inadmissible ? Oui. Surprenante ? Non. Contraire au droit international ? Bien sûr, et alors ? Cela fait combien de temps, combien de fois, que ce droit et les institutions qui y sont liées sont bafoués ?

De la même manière qu'en tant que syndicalistes on s'appuie sur les lois qui régissent le salariat que nous voulons abolir, il est normal de faire référence au droit international lorsque des Etats ne le respectent pas. Mais que dire de « syndicalistes » qui considéreraient que les garants des droits ouvriers sont les patrons ? Or, c'est cette attitude que nous adoptons souvent vis-à-vis des Etats : qui croit que le Conseil de sécurité de l'ONU va faire quelque chose pour le peuple palestinien, pour le peuple ukrainien, pour le peuple vénézuélien, pour un peuple, alors que les Etats chinois, français, britannique, russe et étatsunien y disposent chacun d'un droit de veto permettant de ne prendre aucune mesure contre leurs agissements respectifs ?

On a raison de se révolter et de dénoncer l'entreprise étatsunienne. Tout comme il faut dénoncer la Russie ; tout comme il faut dénoncer Israël. Tout comme ... Mais que voulons-nous ? Dénoncer ? Ou que cela cesse ? Si tel est l'objectif, la tâche est plus ardue. Ecrire des communiqués ne suffira pas. Il faut s'organiser, discuter, proposer, décider, tenter, oser, ... Construire l'internationalisme de notre classe sociale, la solidarité des peuples, ne sont pas des minces affaires. Il faut s'y coltiner ou renoncer à une profonde transformation sociale.

C'est rappelé dans l'introduction au dossier de ce numéro : L'Etat est l'instrument d'oppression par lequel la classe économique favorisée établit sa domination sur la classe des travailleurs et des travailleuses. L'amélioration de l'instrument de notre oppression est-il l'horizon indépassable de nos aspirations émancipatrices ? Gageons que non ...

● **Christian Mahieux**

Agriculture: plan social XXL



Le Capital, pour optimiser le taux de profit, restructure et se concentre sans cesse dans l'industrie et les services... mais aussi dans l'agriculture. Sur ces 4 dernières années, le nombre d'agriculteurs/rices a été divisé par 4. La taille moyenne des exploitations est passée de 28 ha en 1988, avec une accélération à 93 ha aujourd'hui. 40 000 exploitations agricoles ont disparu en 4 ans. Un phénomène de concentration propre au capitalisme. Ces brutales transformations provoquent une détresse sociale dans les campagnes notamment avec un taux de suicide élevé. Selon la Mutualité sociale agricole. Le risque suicidaire est bien plus élevé dans ce secteur que dans le reste de la population : + 46 % pour les assurés agricoles de 15 à 64 ans, et jusqu'à + 77 % pour les chefs d'exploitation. Toujours selon la Mutualité sociale agricole en 2024, plus de 300 agriculteurs se donnent la mort chaque année en France. La pauvreté gagne les campagnes : 10 % des ménages agricoles les plus modestes gagnaient moins de 10 900 euros par an et 17,7 % des exploitants agricoles vivaient sous le seuil de pauvreté. Pour pallier la faiblesse de ses revenus, près de 1 agriculteur sur 5 exerce au moins une activité en plus de son métier de paysan. Dans la dernière période, l'insertion accélérée de l'agriculture française dans la division capitaliste internationale du travail a intensifié

ces tendances comme l'illustrent les accords de « libre-échange » qui se multiplient, le Mercosur en étant le dernier exemple le plus décisif (?) pour l'avenir de l'agriculture française.

Comme cela arrive souvent des phénomènes « naturels » (inondations, ouragans, sécheresse...) constituent des aubaines pour précipiter des tendances déstructurations -restructurations en cours. La dermatose nodulaire contagieuse (DNC) et son mode de traitement en est un récent exemple agricole. La décision d'abattre tout le troupeau lorsqu'un bovin est contaminé a déclenché la colère des agriculteurs/trices. **Les paysans/nes ont alors contesté le monopole du savoir de l'État en matière de traitement sanitaire et opposé une alternative, « un autre savoir » que la Confédération paysanne a proposé dans un plan détaillé.** Une contestation insupportable pour l'État sachant et vertical. Mais pour les agriculteurs/trices, il était clair que l'abattage massif visait à la disparition de leurs exploitations... un plan social XXL. Comme l'explique Stéphane Galais, responsable de la Confédération paysanne nous sommes à « une époque charnière où le capitalisme est en passe de mettre un terme définitif à l'agriculture paysanne, fondée sur l'exploitation familiale petite ou moyenne. L'accaparement croissant des terres et leur concentration toujours plus poussée entre les mains d'un petit nombre d'entrepreneurs en est un bon exemple. C'est justement dans ce basculement que prend racine le malaise paysan actuel. »

● PATRICK LE TRÉHONDAT

Venezuela : une voix sociale indépendante



Nous publions des extraits d'une déclaration¹ de plus d'une cinquantaine d'organisations syndicales, professionnelles et sociales du Venezuela. A l'heure du coup de force trumpiste contre le Venezuela, cette expression indépendante du pouvoir autoritaire maduriste est particulièrement importante. Nous ne savons pas à cette heure ce qu'il adviendra de la mobilisation sociale annoncée pour le 15 janvier 2026.

L'axe central de l'accord unitaire est la lutte pour le rétablissement des salaires et des retraites, dévastés par des politiques anti-travailleurs qui ont détruit les revenus des travailleurs/es actifs et actives, retraité.es et pensionné.es, du secteur public et privé.

Lois antisyndicales et destruction des acquis historiques

L'accord désigne comme directement responsables de cette situation des instruments tels que la loi anti-blocus, les zones économiques spéciales, le mémorandum 2792 et les instructions de l'ONAPRE, qui ont permis la disparition des droits, et la suspension des conventions collectives, favorisant ainsi les intérêts patronaux tant dans le secteur public que privé. [...]

Répression, criminalisation et atteinte à la liberté syndicale

Un autre élément de l'accord est la défense sans restriction de la liberté syndicale, considérée comme un droit humain fondamental. Dans ce contexte, l'accord exige la libération totale de tous les syndicalistes emprisonnés, poursuivis en justice ou disparus, réaffirmant que la lutte syndicale n'est pas un délit et que sans liberté syndicale, il ne peut y avoir de véritable démocratie.

Une unité plurielle pour reconstruire la valeur travail

L'accord repose sur le principe de l'unité dans la diversité, dans le respect de l'autonomie, de la pluralité idéologique et de l'indépendance de chaque organisation. Loin d'imposer des structures, les centrales et les syndicats signataires s'engagent à maintenir une instance unitaire, plurielle et représentative, destinée à coordonner des actions communes et à assurer un suivi efficace des engagements pris. [...]

Annnonce d'une grande mobilisation nationale le 15 janvier 2026

Comme expression concrète de ce nouveau moment d'unité, l'accord annonce une grande journée nationale de mobilisation le 15 janvier 2026, dans le cadre de la Journée des enseignants, appelant tous les travailleurs actifs, retraités et pensionnés, du secteur public et privé, à lutter pour le rétablissement des salaires, des pensions et des revendications sociales. [...]

Premiers signataires

L'Accord national unitaire bénéficie du soutien des principales organisations syndicales, professionnelles et sociales du pays, parmi lesquelles les centrales historiques suivantes : Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), Centrale unitaire des travailleurs du Venezuela (CUTV), Union nationale des travailleurs (UNETE), la Confédération des syndicats autonomes du Venezuela (CODESA), la Centrale des travailleurs Alliance syndicale indépendante (ASI) et la Confédération générale des travailleurs (CGT), Comité national de conflit des travailleurs en lutte (CNCTL),...

17 décembre 2025

● **PATRICK LE TRÉHONDAT**

1. Publié par le [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#).



ÉTAT : LES ILLUSIONS PERDUES

Traditionnellement État et politique se confondent. Les mouvements se tournent souvent vers lui pour obtenir satisfaction. Certains ont évoqué « l'État-providence » comme si on lui devait protection et acquis. Ne confond-on pas Etat-nation-peuple ? État et gouvernement ?

On évoque la « démocratie-représentative » comme si elle était LA démocratie. L'État est-il seul en capacité de « faire du commun » ? Les libertariens ont leur réponse et déjà ils pillent les fonds publics et envisagent de faire sécession.

Alors, comment articuler État et société autogérée ? Qu'entendre par démocratie ? Aujourd'hui, les difficultés à former un gouvernement sont-elles circonstancielles ou mettent-elles en lumière un seuil que notre époque franchit ?

FAIRE UN PAS DE CÔTÉ

Les mouvements se tournent souvent vers l'État pour obtenir satisfaction. Pour sortir de cette posture, comment articuler État et société autogérée ? Qu'entendre par démocratie ? [Plusieurs contributions](#) en ligne sur le site de Cerises ont ouvert le débat avant notre [visio-débat](#).

Dans *Contre l'État, la politique*, Alain Bertho nous donne une définition : « l'État n'est pas seulement le gouvernement mais tout ce qui unifie, normalise, règle la vie des hommes, et forme une institutionnalisation des relations humaines ». Alain Rey dans son dictionnaire historique de la langue française, parle d'une autorité souveraine qui s'exerce sur l'ensemble d'un peuple et d'un territoire et qui peut prendre des formes différentes, comme la forme d'un État autoritaire. Pour Marx, c'est l'instrument d'oppression par lequel la classe économique favorisée établit sa domination sur la classe des travailleurs. De même, [les mots](#) de Makan Rafatdjou pour caractériser l'État dans son portrait chinois nous disent bien dans quel monde nous vivons : autorité, oppression, domination, exploitation, propriété, soumission, verticalité...

Alain Bertho, toujours dans le même ouvrage, affirme qu'« à vouloir conserver la centralité de la question de l'État et du pouvoir, la politique est gagnée par la nécrose. L'échec de tentatives de renouvellement politique qui se sont cantonnées au champ de l'État est patent ».

Ne faut-il pas faire un pas de côté et inventer de nouvelles formes d'agir ? Patrick Vassallo et Patrick Le Trehondat nous invitent à voir ce qu'il y a de nouveau dans les aspirations qui montent dans la société - et pas seulement chez les jeunes - comme la volonté de redéfinir les rapports à l'État et aux collectivités territoriales : communalisme, tiers-lieux innovants, coopératives de fait, Zones A Défendre...

Il s'agit d'approches qui rompent avec les démarches délégataires auprès de son député, son patron, ou de l'organisme d'État pour leur réclamer ce qu'ils ne peuvent ou ne veulent pas faire. Une stratégie autogestionnaire. Proclamer des espaces politiques et sociaux émancipés et efficaces d'où l'État est expulsé.

L'État et le patronat ne supportent pas la Constitution indépendante de pouvoirs qui prétendent gérer mieux que lui, et surtout au bénéfice des intérêts de classes subalternes.

Démystifier l'État, mettre en lumière des expériences significatives de déconstruction de l'État, inciter à poursuivre ces expériences et ouvrir de nouveaux espaces politiques et sociaux émancipés de l'État, mutualiser ces expériences pour modifier les rapports sociaux et ouvrir de nouveaux communs. Est-ce que cela qu'il faut faire ? Et si oui, concrètement, on fait comment ? On en débat ?

● **L'équipe de rédaction**

ÉTAT: DE QUOI PARLE-T-ON ?

THÉORISER L'ÉTAT OU PARTIR DES PRATIQUES ?

Pour **Patrick le Tréhondat**, la crise sanitaire dans l'agriculture éclaire la question : qu'est-ce que l'État ? Les paysan·nes en font l'expérience concrète : **l'État considère avoir le monopole du savoir et des solutions à cette crise sanitaire, contre l'avis d'organisations paysannes** pour qui l'abattage total est destructeur de la valeur de leur travail, et qui pensent qu'il faut emprunter un autre chemin. Mais l'État refuse toute discussion et exerce immédiatement son monopole de la violence. **Makan Rafatdjou** s'interroge sur la relation entre le capital et l'État : c'est plus qu'une alliance. C'est un binôme, c'est à dire les deux faces d'une même médaille. Le capitalisme a le monopole de l'économie, de l'exploitation des humains, des vivants, de la terre, des richesses ; l'autre face, c'est l'État, qui fabrique les dominations et l'oppression.

Pierre Dardot : Je suis assez réticent à interroger la nature de l'État en général. Ce niveau d'abstraction me semble politiquement peu sûr et n'ouvre pas sur des issues pratiques. Je préfère la façon dont elle a été posée en relation avec le mouvement d'opposition des paysans à une décision de l'État, qui n'est pas l'État en soi mais toujours telle ou telle forme d'État. Ce qui m'intéresse en fait, **ce sont les issues pratiques**, c'est-à-dire la question de savoir ce que nous pouvons faire, comment nous pouvons agir.

Pierre Zarka : Je ne vois pas comment on peut dissocier les conceptions fondamentales - une certaine conceptualisation - d'avec les réalités historiques et les pratiques. **L'État a toujours été conçu comme un moyen d'installer les dominations**, en faisant la part des choses avec le rapport de forces dans le pays concerné. Il n'existe pas un seul exemple en 5000 ans d'histoire, où l'État a été autre chose.

Célia Musac : J'ai pu constater ce qu'était un État faible, un État problématique. Par exemple à Madagascar où les routes sont délabrées, et souvent peu sûres, en particulier pour une femme. Peut-être que tous les États sont problématiques, mais l'État, c'est quand même la sécurité en premier. En France, tous les enfants vont à l'école gratuitement et suivent une instruction obligatoire. J'apprécie l'égalité fille/garçon dans mes classes. Si les pauvres peuvent aller à l'école : c'est l'État. Voi-

là, ce n'est pas très théorique, je le vois au quotidien, dans mon travail. En fait, l'État va dans la direction que lui donnent les citoyens, les révolutionnaires ou ceux qui réussissent à l'orienter ; tout dépend qui est aux manettes.

Sylvie Larue : Célia, quand tu dis : l'État fait ceci, l'État fait cela, il y a peut-être une confusion entre État et services publics. Les lois sont la cristallisation à un moment donné du rapport de force. Ce n'est pas l'État qui fait, il y a d'autres forces. Tu as parlé de l'égalité fille-garçon. Si on prend le programme scolaire EVARS, qui permet de répondre à la revendication qu'il ne s'agit pas de protéger nos filles, mais d'éduquer les garçons. Ce n'est pas l'État qui a fait EVARS, ce sont les luttes féministes qui l'ont imposé. Le risque quand on dit que c'est l'État qui fait, c'est qu'individuellement on ne se sente plus responsable de ce rapport de force.

Pierre Zarka : Attention à ne pas confondre l'État, en jouant sur les mots, avec l'état des lieux c'est-à-dire, le rapport de force. Dès qu'on parle de politiques publiques, de services publics, c'est l'État. Et quand on dit « l'opinion publique », ce n'est pas l'État. Ça veut dire que le mot public a été kidnappé et détourné. On parle des finances publiques, mais l'État n'a pas d'argent, c'est l'argent des contribuables. Le mot public, ce sont les gens. ●

Un pays qui se tient sage

Un film de David Dufresne



Alors que s'accroissent la colère et le mécontentement devant les injustices sociales, de nombreuses manifestations citoyennes sont l'objet d'une répression de plus en plus brutale.

Un pays qui se tient sage invite des citoyens à approfondir, interroger et confronter leurs points de vue sur l'ordre social et la légitimité de l'usage de la violence par l'État.

Diffusé par [Jour de fête](#)

ÉTAT OU GOUVERNEMENT ?

CONTINUITÉ DE L'ÉTAT ET CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT ?

Pierre Dardot : A propos de la distinction entre État et gouvernement, **on mélange deux choses : la conquête de l'État et la conquête du pouvoir d'État**. Ce que les partis appellent aujourd'hui la conquête du pouvoir n'est que la conquête d'une majorité électorale, dans le cadre d'élections générales. Est-ce que c'est une prise du pouvoir d'État ? Non, au sens où on l'entend d'habitude ou dans d'autres exemples historiques.

Il y a dans l'État, des choses qui ne relèvent pas du pouvoir du gouvernement et qui font qu'il lui est difficile de piloter l'État, c'est à dire d'en faire ce qu'il veut en fonction de ses objectifs. Il y a une continuité de l'État. Dans les ministères, il y a des hauts fonctionnaires sélectionnés pour leurs compétences qui ont une manière de raisonner qu'ils partagent du fait de leur formation. Même en cas d'alternance entre un gouvernement de gauche et un gouvernement de droite, il n'y aura pas énormément de changement concernant les fondamentaux de la gestion. Ce n'est pas simplement une inertie. C'est comme un consensus pratique, partagé, qu'il est très difficile d'envisager de rompre. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas se faire d'illusions. **Même un gouvernement de gauche qui arriverait à « prendre le pouvoir » buterait sur cette relation entre d'une part, le gouvernement et, d'autre part, l'État.**

Makan Rafatdjou : Sur la question de la continuité de l'État, c'est vrai que l'État formate des élites qui sont à la fois des serviteurs de l'État dans le bon sens et dans le mauvais sens ; mais c'est aussi le fait que si le pouvoir est confisqué, il est quand même exercé. **C'est aussi la force de l'État d'apparaître comme la seule institution capable de porter cette pérennité. C'est d'ailleurs cette pérennité qui pourrait rendre les nouveaux communs irréversibles.** C'est qu'il n'y a pas de société sans institués, sans instituant. Mais il n'y a pas d'institutions qu'étatiques. Comme on ne va pas en finir avec l'État du jour au lendemain, il faut explorer des

Il n'y a pas de société sans institués, sans instituant.

pistes différentes et substituer d'autres formes de régulation et d'auto-organisation des sociétés à ce que l'État fait.

Pierre Zarka : Il y a un texte de Rousseau dans *Le contrat social* qui dit : « Les Anglais se croient libres parce qu'ils votent régulièrement pour désigner les maîtres auxquels ils doivent obéir ». L'influence de Rousseau a aussi eu pour effet que pendant deux ans, la France n'a pas été gouvernée par l'État (1792 à 1794). **Des « Assemblées primaires », entendez des assemblées locales, désignaient leurs porte-parole, avec mandat impératif, qui se regroupaient en Assemblée Nationale selon chaque question à délibérer.** La bataille de Valmy a été conçue comme ça. C'est la démonstration que la multitude peut faire du grand et du cohérent. La grande bourgeoisie a sifflé la fin de la récré avec le coup de force de Thermidor. ●

Soulèvement

Documentaire de Thomas Lacoste



Un portrait choral à seize voix, seize trajectoires singulières, réflexif et intime d'un mouvement de résistance intergénérationnel porté par une jeunesse qui vit et qui lutte contre l'accaparement des terres et de l'eau, les ravages industriels, la montée des totalitarismes et fait face à la répression politique. Une plongée au cœur des Soulèvements de la Terre révélant la composition inédite des forces multiples déployées un peu partout dans le pays qui expérimentent d'autres modes de vie, tissent de nouveaux liens avec le vivant, bouleversant ainsi les découpages établis du politique et du sensible en nous ouvrant au champ de tous les possibles.

FORMES POLITIQUES DE L'ÉTAT ET RAPPORT DE FORCE AVEC LE CAPITAL

Makan Rafatdjou : L'État, comme le capital, a une énorme plasticité. **C'est le rôle historique de l'État de garantir la pérennité du système tout en changeant de formes politiques selon les circonstances historiques.** Le néolibéralisme n'est pas contre l'État. Il est pour un État minimal, débarrassé du social, qui garantit sa survie et les moyens de fonctionner. L'État chinois garantit le fonctionnement néolibéral à l'échelle du pays et à l'international par l'autoritarisme. Cet alliage État fort et capitalisme néolibéral est un peu le rêve des autres États.

Pierre Zarka : Quand on parle des forces politiques, tout est centré sur la prise du pouvoir d'État, ce qui conduit à faire du peuple une force d'appoint, de soutien. Cela nourrit une conception des partis comme guides. D'où des échecs pour une double raison : le « bas » reste en situation d'attente ; le « haut » reste sur ce qui est intégrable par l'État plus que sur les aspirations des intéressés/es, d'où la compromission et le sentiment de faiblesse car l'action des capitalistes ne se limite pas à l'État mais aussi aux entreprises et à la société. **Se saisir de cette question comme objet de luttes, c'est commencer à faire bouger le rapport de forces et ouvrir sur une démarche autogestionnaire.**

Pierre Dardot : La notion d'État social a été élaborée sous la Troisième République. L'État était capable de servir de caisse générale pour la société. A l'époque, le problème était de déterminer comment on concilie l'exigence de protection des plus vulnérables avec les missions traditionnelles de l'État. Cette définition de l'État remplace sa représentation habituelle. Elle se substitue à la solidarité des salariés. Ce faisant, elle devient une dette contractée à l'égard de l'État qui devient un bienfaiteur, puis « l'État providence ». Les caisses de sécurité sociale en 1946 étaient exclusivement gérées par les salariés. A partir de 1947, il y a une étatisation des caisses de sécurité sociale.

Pierre Zarka : Le service public de l'électricité ne doit rien à l'État. C'est une victoire de la résistance dans laquelle l'État français n'est pour rien. Qu'ensuite l'État récupère cet acquis, c'est autre chose. Les communistes étaient étatistes, ils ont passé le bébé à l'État pour légitimer le nouvel acquis. Maintenant le capital a changé. Dans les années 60 et 70, les classes possédantes avaient besoin du travail, donc elles intégraient un certain compromis social. Il valait mieux des travailleurs en

bonne santé et éduqués, d'où les politiques d'éducation, de santé et la Sécu. Maintenant qu'elles délocalisent la production, on n'a plus besoin de mettre de l'argent dans l'éducation ou la santé aujourd'hui.

Célia Musac : Je dirais que l'État est là pour réguler les échanges, mais il n'est pas autoritariste en lui-même. S'il exerce une autorité, on peut parler quand-même de volonté générale. Je suis influencée par Platon, par Socrate, Rousseau, les auteurs du contrat social ; c'est une affaire de contrat. Personne ne m'a forcée à devenir fonctionnaire. J'ai signé librement et je suis d'accord avec le cadre juridique qui encadre ma profession.

Le communalisme comme tentative de dépérissement de l'État ?

Josiane Zarka : L'agir local est une bonne porte d'entrée pour le changement, mais elle ne vaccine pas contre l'étatisme et le délégataire. L'expérience communaliste espagnole, au-delà de certains acquis, s'est heurtée à des obstacles : **la commune comme institution a une forme étatique qui dépossède les citoyens.** Les militants sont captés vers l'institution, décapitant les mouvements citoyens. La pression des structures étatiques et bancaires freine les réalisations. Comment surmonter ces écueils ?

Pierre Dardot : À Barcelone, la municipalité soutient les mouvements sociaux dans une démarche de « branchement » entre le dehors - les mouvements sociaux porteurs du projet - et le dedans - l'équipe municipale. Au bout d'un certain temps l'obligation de construire 30% de nouveaux logements est votée à l'intérieur de la municipalité de Barcelone en commun. A l'intérieur de son cadre institutionnel, la municipalité ne se serait pas comportée de cette manière-là, au contraire. **Mais là, comme institution, elle a fait le pas d'aller vers les mouvements sociaux et repris leurs projets.**

Pierre Zarka : A propos du communalisme. Partout où c'est l'institution qui a octroyé quelque chose au mouvement social en matière de pouvoir, la mobilisation de ce dernier n'a duré qu'un temps et l'acquis reste fragile. Barcelone en montre les limites. L'autogouvernance ne peut venir que de soi-même et de ses semblables. ●

HISTORIQUEMENT, EST-CE QUE L'ÉTAT EST LA SEULE MANIÈRE DE FAIRE COLLECTIF ?

DES DÉMONSTRATIONS DE GRANDE PORTÉE

Pierre Dardot : Il nous est arrivé de ne pas recourir à l'État en 1946/47 pour la Sécu et les services publics. C'était alors vraiment la gestion par les premiers intéressés, et ça s'étend au-delà dans l'esprit de beaucoup d'acteurs politiques de l'époque. Ça s'étend, y compris à l'hôpital qui n'est pas quelque chose de régi par l'État. C'est quelque chose qui était géré collectivement par ceux qui y travaillaient. Malheureusement ça ne va pas durer parce que très vite l'État cherche à récupérer le contrôle des caisses mises en place par les travailleurs.

L'État de 1945 cherche à tout récupérer, et ça va continuer.

Josiane Zarka : En France, nous pouvons nous appuyer sur un « déjà là » anticapitaliste : la Sécurité sociale et les services publics. Et ça fonctionne. On n'est pas dans l'utopie. A l'origine, **les conquêtes sont venues des luttes populaires et étaient gérées par les travailleurs eux-mêmes.** Mais l'État leur a confisqué la maîtrise de ces ressources nécessaires à la vie collective.

Pierre Zarka : La bourgeoisie nous lègue une histoire de la Révolution française en omettant l'intermède de deux ans, pourtant historique, de la Constitution de l'an II, où c'étaient les assemblées locales qui décidaient. Cela a été le cas pour la bataille de Valmy ou le ravitaillement en farine. **Elles envoyaient des « commissionnaires » avec un mandat impératif en Assemblée nationale.**

En 1968, les AG étudiantes ont profondément modifié le cursus universitaire, l'État a eu la sagesse d'en intégrer l'essentiel après-coup.

Alain Lacombe : Je partirais de la sécurité sociale comme l'exemple attestant qu'**il est possible d'organiser des choses au plan national en dehors de l'état, en mobi-**

Il est possible d'organiser des choses au plan national en dehors de l'état.

lisant ceux qui ont des intérêts communs pour gérer les problématiques qui les concernent. Certes, ça n'a pas duré longtemps pour la sécurité sociale, mais ça a fonctionné. Cela ouvre des perspectives d'élargissement du système de sécurité sociale à d'autres domaines. Certains y réfléchissent (sécurité sociale alimentaire, gratuité des transports etc.).

Sylvie Faye Pastor : Je côtoie des jeunes, qui sont écologistes et qui ont cette conscience du problème planétaire et du problème de la fin de l'espèce, et l'État, ça ne les intéresse pas. Franchement, ils sont dans des réflexions qui sont au delà. Pour eux, l'État, ce n'est pas leur problème.

Catherine Destom-Bottin : N'est-ce pas alors le moment d'inviter les porteurs de propositions, de questions à la clef, à enclencher maintenant et clairement dit, le processus de reconstruction de la sécu... parce qu'on n'a pas la date de la révolution. ●

FORET ROUGE

Documentaire de Laurie Lassalle,
le 14 janvier au cinéma.



Au fil des saisons et des bouleversements que la Z.A.D. de Notre Dame des Landes traverse depuis l'abandon du projet d'aéroport, la forêt se transforme en territoire de lutte, champ de bataille, refuge pour le futur. Laboratoire de vie, c'est une terre de métamorphoses où les idéaux des habitant.e.s se confrontent à la répression de l'État. La réalisatrice, en immersion avec celles et ceux qui continuent d'habiter et d'occuper la forêt, livre une vision poétique de ce foyer de contestation sociale et culturelle qui ouvre l'horizon de nouveaux fronts.

PEUT-ON COMMENCER À FAIRE SANS L'ÉTAT ? IDENTIFIER LES OBSTACLES, PENSER LA STRATÉGIE DE DÉPÉRISSEMENT DE L'ÉTAT.

Sylvie Larue : A la fête de l'Humanité, Stathis Kouvelakis, qui a pris parti pour la France Insoumise, reprochait aux camarades des Soulèvements de la Terre la politique des îlots, « ces espaces politiques où on expulse l'État », parce qu'elle ne suffit pas à faire quelque chose de commun. Comment ces « expériences parcellaires » produise du Commun pour tout le monde ?

Alain Lacombe : La difficulté pour le communalisme est qu'on réduit trop souvent la commune à sa seule dimension administrative, avec les compétences qui lui sont dévolues par l'État (état civil, voiries etc.)

De plus, les communes sont très diverses. On peut donc aussi concevoir les espaces communalistes au niveau de quartiers, de plusieurs villages, et peut être aussi par problématiques, etc.

On doit donc modifier notre conception de la commune en les considérant comme des espaces généralistes ouverts, traitant de tous les aspects de la vie ensemble pour produire du commun.

Pour le penseur américain Murray Bookchin la commune peut devenir la cellule principale d'un nouvel écosystème politique permettant à un peuple de s'autogouverner et où le pouvoir serait exercé en démocratie directe sous la forme d'assemblées populaires locales, ouvertes à tous et à toutes.

Des espaces généralistes ouverts, traitant de tous les aspects de la vie ensemble pour produire du commun.

Ces cellules principales se confédéreraient dans le cadre d'un écosystème interactif vivant, en constante évolution.

Pierre Dardot : Sur la question des municipalités et du communalisme, je partage l'idée qu'il y a une distinction entre d'une part la municipalité et d'autre part la commune.

Une distinction qui me paraît évidente entre la municipalité - unité administrative à l'intérieure d'un territoire qui est gérée ou contrôlée par l'État - et d'autre part la Commune au sens où on l'entendait à partir de certaines expériences politiques, notamment Marx à propos de la Commune de Paris, c'est à dire comme commun politique local.

Dans la Commune, ce n'était pas la subdivision administrative qui importait, mais la façon dont les pouvoirs étaient divisés, articulés, gérés et contrôlés collectivement.

Il n'y a pas d'un côté les gens qui sont présents à l'intérieur des institutions municipales et de l'autre côté des mouvements sociaux. Je pense qu'à l'échelle de l'État, il en est de même. **Je vois mal comment une transformation de l'État, en tant que tel, ou de telle ou telle municipalité, pourrait se faire autrement que par l'irruption directe des citoyens.**

Josiane Zarka : Existe-t-il d'autres stratégies pour changer la société ? On ne fera pas dépérir l'État du jour au lendemain. Si l'agir local est une porte d'entrée, il n'en reste pas moins que les limites évoquées précédemment constituent des écueils. Comment les éviter ?

Qu'est-ce qu'une stratégie alternative ? Pour moi c'est une démarche d'ensemble qui affronte les logiques du capital et de l'État et qui ne cherche pas à les contourner en créant des îlots. Des mouvements de plus en plus nombreux générant un processus instituant vers le bas. Les fédérations zapa-

tistes ou kurdes occupent des territoires où se réinventent des formes d'existences collectives non capitalistes et de pouvoirs non-délégataires y compris au-delà de leur espace local.

Comme le disait Josiane, en France, nous pouvons nous appuyer sur **un déjà là anticapitaliste : la Sécurité sociale et les services publics**. Aujourd'hui, le capital veut se débarasser de l'État Social. C'est l'occasion pour nous d'élaborer **une stratégie de dés-étatisation de la Sécurité Sociale et des services publics et de réappropriation collective de leur gestion et de leur transformation** ; et de voir comment la gestion des ressources mises en commun par l'impôt et les cotisations sociales peuvent aller directement à la population et être affectées à leurs besoins.

D'autre part, on peut s'appuyer sur de nombreuses expérimentations : collectifs de défense et de développement des services publics qui se fédèrent, Tour de France de la santé, expérimentation de sécurité sociale alimentaire, communalisme...

Pierre Dardot : Il faut écarter la stratégie de rupture (au sens que lui donne Erik Olin Wriqth dans *Utopies réelles*) qui était celle de la prise du pouvoir d'État central par une révolution, conçue comme une insurrection dirigée par un parti. On peut se poser la question : peut-on utiliser l'État comme un instrument et/ou un terrain de lutte ? Je crois très important de distinguer les deux. Un terrain de lutte, on peut l'occuper, on peut produire par l'action collective des transformations. Mais ça n'implique pas de nourrir des illusions concernant la possibilité de le transformer en un simple instrument, pour des raisons qui tiennent aussi à l'histoire, aux échecs retentissants de toutes les tentatives visant à transformer l'État en un instrument.

Je pense qu'on peut en effet considérer que l'État est un terrain de lutte. Mais sur ce terrain-là, il y a des choses



Autogestion au féminin

Vos como trabajas?

De Lucile Nabonnand, Etienne Simon

Lors de la crise économique et financière de 1999-2001, de nombreuses usines ont été récupérées à Buenos Aires par leurs ouvriers, tandis que les patrons les fermaient les unes après les autres. Ce mouvement est né d'une nécessité de survie dans un contexte social très dur, mais qui perdure depuis plus de dix ans comme une réponse prolétaire actuelle à la fermeture d'un lieu de travail. En allant rencontrer ces travailleurs, nous voulions d'une part dresser avec eux un bilan en termes d'organisation et de gestion ouvrière, et porter d'autre part un regard sur la récupération et l'autogestion comme facteurs d'émancipation pour les femmes dans une société globalement misogyne. En effet, l'Argentine est un pays de réputation machiste, réputation qui, d'après les organismes argentins de défense des droits des femmes, relève d'une âpre réalité dans le monde du travail. La question sous-tendue par notre documentaire est de savoir si une organisation du travail plus solidaire, collective, autogérée amène aussi à un autre regard sur le travail féminin. D'un point de vue plus symbolique, il pose cette question : les choix d'organisations du travail transforment-ils les relations sociales ?

Sur le site [Les Utopiques](#)

Ainsi demain commence aujourd'hui.

œuvre à des micro-échelles et penser à l'échelle de la nation, c'est un autre exercice.

Marx, quand il parle du dépérissement de l'État, donne trois pistes : il y a dans l'État des choses qu'il faut supprimer, des choses qui peuvent se subvertir et il y en a qu'il faut donner à d'autres types d'institutions.

Pierre Zarka : Concrètement, comment se libérer d'un héritage délégataire qui ne tient pas compte des mutations (des forces productives...) et réduit le rôle des intéressés/es à celui de bénéficiaires ?

Pour les neurosciences : la connaissance se construit dans notre mental par glissement appelé « zone de proche développement », c'est-à-dire des avancées par grands bonds en avant à partir d'un état des lieux repéré, ce qui peut devenir une base de départ pour devenir une conséquence audible. **Du « déjà là » dans les têtes au « pas encore là » qui peut suivre logiquement.**

Par exemple, nombreux et nombreuses savent qu'avec l'argent de nos impôts, 170 milliards partent en cadeaux aux grosses entreprises ; les maires ruraux mettent en avant 174 milliards de dividendes versés aux actionnaires exonérés de tout impôt... Se saisir de tout cela pour en faire des objets de luttes démarrerait déjà une situation nouvelle. Et commencerait à faire bouger le rapport de force. C'est déjà l'ouverture concrète d'une démarche à caractère autogestionnaire. Cela ne fait pas le tour de la question ? **C'est pour cela qu'il ne s'agit pas de « grand soir » mais d'ouvrir un processus.**

Ce faisant, on fait coup triple : on vise un système fondé sur

l'argent comme finalité, **on progresse sur le faire soi-même et sur un espace grand et on amorce la construction d'un nouvel imaginaire. On construit au fur et à mesure des expériences par les intéressés/es eux-mêmes.**

Ainsi demain commence aujourd'hui. ●

Le Goût de l'espoir



Une entreprise autogérée face aux marchés
Documentaire de Laura Coppens

En 2010, Unilever a annoncé la fermeture de l'usine rentable de préparation et d'emballage du thé Fralib dans le Sud de la France. Après 1336 jours de résistance, les ouvriers ont célébré leur victoire contre la multinationale géante. Aujourd'hui, avec l'entreprise et la production sous contrôle ouvrier, une nouvelle lutte a commencé dans un marché concurrentiel.

Sur le [site d'Arte](#)



Bron

Dans cette série scandinave, -entre Suède et Danemark, là où le soleil déprime en permanence-, un duo de policiers est à la recherche (saison 1) d'un tueur insaisissable. Traque à l'angoisse haletante, où motivations politiques, vengeance personnelle et tristesse quotidiennes constituent le décor d'une enquête digne des polars nordiques.

Une policière hors norme, inadaptée et déterminée. Un coéquipier torturé par ses propres incertitudes. Deux parcours individuels ? Ou le reflet d'un monde où le désespoir nourrit l'adrénaline face aux injustices du monde ?

Cette série nous permet de parcourir une société dure, où la violence est froide, les relations entre personnes figées par la distance. Un simple geste amical relève de l'exception. L'empathie s'exprime par la solidarité professionnelle. La famille comme relation de service.

L'intrigue habilement ciselée autorise un rythme soutenu, capte l'attention et stimule l'intérêt. C'est joué d'une façon précise et efficace et filmée couleur sépia cette série n'est pas totalement noire. Ponts, mer, chemins de fer laissent entrevoir de la perspective.

Quatre saisons sont disponibles. Les situations varient dans chacune ; l'ennui n'est pas au rendez-vous. Derrière ce polar une société trop sombre pour s'en réjouir, trop humaine pour la rejeter.

● Patrick Vassallo

Hans Rosenfeldt, *Bron*, origine : Suède, Danemark, 2011-2018, diffusion en différé sur Arte, 4 saisons, 38 épisodes.



SNCF : de quoi sa modernisation est-elle le nom ?

Il faut moderniser ! Leitmotiv entendu par des générations d'agents des services publics. Cela cache souvent une volonté politique de casser ce qui reste de services publics, restreindre les droits de celles et ceux grâce à qui ils fonctionnent encore, sans se soucier des intérêts des usager.es.

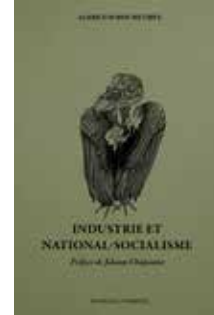
Toute modernisation n'est pas à rejeter, rappelle l'auteur. Au contraire, dans le cas des chemins de fer en France, celle du réseau est indispensable et urgente. Cela fait de nombreuses années que les organisations syndicales alertent sur cette nécessité.

La « modernisation » a servi de prétexte à des attaques contre tout ce que devrait être une entreprise publique, un bien commun : filialisation et sous-traitance, transformation en sociétés anonymes, suppression du statut des cheminot.es, *management* à coup d'injonctions contradictoires, individualisant et qui priorise le marketing au détriment de la technique, du savoir-faire, des collectifs de travail...

La SNCF ainsi « modernisée » est-elle plus utile ? Bien sûr que non. L'auteur propose de « créer les conditions d'une mobilisation des cheminot.es analogue à celle vécue à la Libération, quand ils ont dû retrousser les manches pour contribuer à la reconstruction du pays. Le dé clic aujourd'hui peut être l'urgence climatique. » L'auteur nous fait bénéficier de ses connaissances pour expliquer de manière fort compréhensible ce que cela signifie pour un réseau qui ne doit pas être dissocié de l'exploitation de celui-ci. Et il conclut en développant fort judicieusement une évidence si souvent tue : personne n'est mieux placé que les cheminot.es et les usager.es pour dire quels sont les besoins et comment les satisfaire !

● Christian Mahieux

SNCF : de quoi sa modernisation est-elle le nom ? Pierre-Denis Coux, Editions Syllepse, octobre 2025, 250 p., 20 €



Industrie et National-Socialisme

Economiste et philosophe proche de W. Benjamin et Th. W. Adorno, encore peu traduit, l'auteur a beaucoup développé une approche épistémologique du marxisme autour de la notion « d'abstraction réelle » inspirant fortement les penseurs de la critique de la valeur, mais aussi une réflexion immergée sur les rapports entre capitalisme et nazisme. « Un marxiste dans la fosse aux lions du capitalisme allemand » au sein d'un journal, une chambre de commerce ou un cabinet d'étude économique avant de fuir en 1936, il dissèque les rôles des grands groupes industriels allemands (Krupp, IG Farben, Thyssen...) dans l'ascension du régime nazi. Il produit aussi une analyse très fine du système économique nazi, des intérêts de l'industrie dans la crise, de la politique agricole, du changement de stratégie à l'égard du marché mondial, de l'obsession de rationalisation, de l'économie de plan de l'armement, ou de la structure de classe de cette économie, autant d'éléments de la doctrine fixée en 1935 : le nazisme est le dernier recours des possédants face à la crise du libéralisme, de l'effondrement du taux de profit et de la contestation de l'ordre économique et social. Un parallèle avec les contradictions explosives entre une certaine démocratie et une certaine économie au présent ?

● Makan Rafatdjou

Industrie et National-Socialisme, Alfred SOHN-RETHEL, Préface de Johann Chapoutot 2025, Editions La Tempête, 211 p., 18 €

Voir aussi : *La Monnaie L'argent comptant de l'a priori*, Editions La Tempête, 228 p., 12 € et *La pensée-marchandise*, Préface d'Anselm Jappe, 2010, Editions du Croquant, 150 p., 15 €



Le bateau de marbre blanc

Ecrivain russe exilé depuis 1995, lauréat des trois plus prestigieux prix littéraires de son pays avant de s'opposer à l'annexion de la Crimée, il livre une réflexion magistrale sur l'art et la littérature, les valeurs qu'on leur prête et les effets que l'on escompte, à l'aune de leurs rapports avec le pouvoir, de leurs appropriations contradictoires comme parties intégrantes de « l'âme » d'un pays, ou de leur conditions de production ou réception. Partant d'une galerie chère à son cœur (Pouchkine, Gogol, Gontcharov, Dostoïevski, Tolstoï, Tchekhov..., Rachmaninov, Prokofiev, Chostakovitch...) et évoquant ou convoquant bien d'autres, il se demande de quoi sont-ils réellement emblématiques pour les Russes dans leur diversité, oppresseurs et opprimés, maîtres du Goulag et leurs victimes, déclencheurs des agressions et ceux qui les acceptent, soutiennent ou protestent contre ? Ses développements, comme sur la réception de Joyce en Russie, de l'enthousiasme d'Akhmatova et la fascination d'Eisenstein à sa condamnation comme ennemi n°1 de la littérature prolétarienne envoyant au goulag ses préfacier, traducteur et éditeur, et sur l'errance de Joyce lui-même à la fin de sa vie, montrent que la création littéraire et artistique n'est pas là pour « servir » quoi ou qui que ce soit. Sa force par-delà tous jugements et critiques est dans son existence comme foi indestructible de l'humanité en elle-même, une résistance contre ses propres démons, et donc une espérance vive sans optimisme aucun.

● Makan Rafatdjou

Le bateau de marbre blanc, Mikhaïl CHICHKINE, Essai sur la culture russe, 2025, Les Editions Noir sur Blanc, 329 p., 24 €



Tu vois... c'est ça qu'on cherche

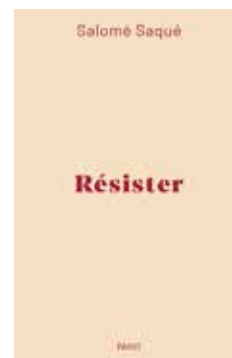
Marc Perrone est un artiste singulier, témoin actif de toute une génération de musiciens, qui ont créé une démarche dans la foulée du free jazz, des festivals populaires, de la guinguette folk et de l'improvisation. Dans cette autobiographie, on croisera les Bernard Lubat, André Minvielle, Marie-Odile Chartrain, comme Louis Sclavis ou Michel Portal. Des musiques à danser et celles qui accompagnent un film. Une démarche de liberté, dont la Hestejada d'Uzeste est le flambeau annuel. Ce courant n'est pas seulement celui d'une liberté artistique ; il est aussi une affirmation « poétique » de réinvention du monde, de résistance, d'une humanité renouvelée. Musicien déterminé, d'une grande modestie et d'une inventivité continue. Marc Perrone est né en France de parents italiens et cette autobiographie traverse aussi toute l'immigration italienne, ses racines et sa culture. Ses habitudes en banlieue francilienne (93 et 94), son insertion dans la société française du XX^e siècle. Tout son parcours est nourri de ce double enracinement, décrit ici dans ses quotidiennetés, depuis l'enfance.

C'est donc une saga à deux voies qu'on lira dans cet ouvrage, celle de l'immigration italienne et celle d'une œuvre musicale singulière.

« L'espace d'un instant de paix, rêver, jouer, m'en faire, jamais ! ».

● Patrick Vassallo

Marc Perrone, *Tu vois...c'est ça qu'on cherche*, L'Humanité, 2024, 379 p., 24,90€



Résister

Cette jeune journaliste a commencé sa carrière au « Diplo ». Ensuite elle a collaboré à Socialter, France Culture, et France 5. Elle travaille aussi pour le site Blast. Elle vient de publier un petit livre qui a attiré toute mon attention : *Résister*. L'ouvrage est découpé en 3 parties le danger qui vient, la bataille culturelle et les alternatives. Dans un style fluide et une écriture très argumentée l'auteur analyse la montée de l'extrême-droite sur le plan des idées. Elle nous précise que l'extrême-droite, sur un site abrité en Russie, fait la liste des gens (journalistes, avocats etc..) qui méritent une balle dans la nuque dont l'auteur de ce livre !!! Cet ouvrage vise à donner des armes « intellectuelles » pour résister mais aussi faire reculer l'idéologie dangereuse de l'extrême-droite. Et nous apprenons plein de choses en lisant ce livre notamment que le droit du sol existe en France depuis 1515 ! Et l'auteur de lancer un appel au réveil des consciences : « **on ne joue pas avec l'extrême droite ; on ne l'essaie pas par curiosité ou par dépit ; on la combat, partout, tout le temps, au nom d'un idéal : la démocratie. Sacrifier les valeurs de tolérance et de respect sur l'autel de la peur serait trahir cet héritage précieux** ».

Une lecture utile pour les combats futurs

● Daniel Rome

Résister, Salomé Saqué, Edition Payot, Octobre 2024, 5€, 140 p.

CONTRE LA FASCISATION DE LA SOCIÉTÉ UNE RUPTURE ANTHROPOLOGIQUE

Depuis de fort nombreuses années, l'extrême droite a imposé son cadre de pensée dans le débat public. Même à gauche ont été repris « le problème de l'immigration », le « coût » du travail, sans parler de frilosités multiples face aux discriminations ou à l'état du monde...

Dans les médias, Bolloré, Stérin et d'autres ont de plus de plus d'emprises et tissent une hégémonie qui ne se limite pas à la communication mais s'attaque désormais à la culture. La droitisation est surtout celle des élites et des dominants. En face les clivages s'approfondissent et laissent dépolitisation et apories du « café du commerce » occuper le vide. Le recul de « la pensée », le goût du débat (gangréné par la violence) s'effrite. La pression fasciste, notamment dans la rue, met sur la défensive des acteurs culturels, des mouvements LGBTQI+ ou culturels (musulmans). Le racisme n'est plus souvent considéré comme un délit mais comme une opinion. Après Me Too et les avancées sur le genre, le masculinisme se réaffirme. Les courants les plus conservateurs des religions s'implantent.

Les résistances sont nombreuses, les initiatives « anti » se multiplient. Mais de tout évidence le consensus social issu de la Résistance, en Europe occidentale, et du multilatéralisme construit après la 2^e guerre mondiale et avec la décolonisation est désormais mis à mal, rompu. La force impose sa loi, de Trump à Macron. La démocratie est elle-même en crise. Une reconstruction des communs, de ce qui fait société, y compris société monde est à l'ordre du jour. Quelles clés, quelles idées peut-on avancer pour comprendre et contrer la fascisation ?

Une élue iséroise, du réseau coopératif Gauche Alternative et une journaliste donnent leur point de vue.

ET S'IL ÉTAIT DÉJÀ MINUIT DANS LE JOURNALISME ?

L'extrême droite gagne du terrain partout dans le monde. Depuis quelques années, en France, un certain nombre de médias détenus par des milliardaires et notamment par Vincent Bolloré préparent le terrain pour l'accession de ce courant politique au pouvoir en banalisant les idées réactionnaires et racistes.

En 2023, Geoffroy Lejeune, ancien directeur de la rédaction de l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles* est nommé à la tête du *Journal du dimanche*, contrôlé par Vincent Bolloré. La même année, les médias couvrent largement, pendant plusieurs jours, un fait divers survenu à Crépol dans la Drôme. En novembre 2025, après avoir été enfariné, Jordan Bardella (Rassemblement National et donné gagnant dans les sondages pour la présidentielle de 2027) reçoit un œuf, les journalistes en feront un sujet d'État. Ces différentes affaires posent question et inquiètent quant aux récentes mutations de l'espace médiatique français.¹

Dans une enquête faite en septembre 2023 par Toluna – Harris Interactive pour le ministère de la Culture², si les personnes interrogées se déclarent intéressées par l'information, elles indiquent majoritairement penser que l'information distribuée par les médias traditionnels est « sous contrôle », de la part des grands groupes financiers qui les détiennent et orienteraient l'information (82%), ou, dans une moindre mesure, de la part du gouvernement (58%). Pour un grand nombre des sondés, ces influences exercées sur les médias mettent en cause la crédibilité des infor-

mations, 60% d'entre eux indiquant avoir parfois du mal à savoir si les informations diffusées dans les médias sont vraies ou fausses. En 1967, Guy Debord ne disait pas autre chose, dans son essai *La Société du Spectacle*. Déjà à l'époque, il dénonçait le rôle des médias dans la construction du spectacle. Selon lui, les médias sont les principaux acteurs de la diffusion de l'idéologie dominante, en manipulant l'information et en créant une réalité virtuelle. Ainsi, la vérité est constamment déformée et les individus sont maintenus dans l'ignorance et la passivité. En 2004, Patrick Le Lay, alors PDG de la chaîne privée TF1, confirmait la théorie de Debord : « Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation

1. Lire l'intéressante étude : Médias : à droite toute ? Nicolas Kaciak, Enrique Klaus Dans *Politiques de communication* 2024/1 N° 22, pages 5 à 53 Éditions Presses universitaires de Grenoble

2. https://harris-interactive.fr/wp-content/uploads/sites/6/2023/10/Rapport-Toluna-Harris-Le-re-gard-des-Francais-sur-l-information-MinCulture_Embargo.pdf

de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible. » (Extrait de l'ouvrage *Les dirigeants face au changement* - Ed. Huitième jour).

« INFOTAINMENT »

Quand on met en parallèle les succès électoraux croissants du RN et la constitution d'une formation, Reconquête, créé par Éric Zemmour, polémiste d'extrême droite, ancien chroniqueur vedette d'une émission regardée par de nombreux téléspectateurs, ces questionnements voire ces craintes sont de plusieurs natures : concentration de l'actionnariat aux mains d'hommes milliardaires dont les motivations à détenir des médias ne relèvent pas d'une stricte rationalité marchande mais bien d'une visée idéologique. Ces médias focalisent l'attention sur des analyses d'intellectuels et de politiciens des droites radicales. Ils exacerbent les programmes d'*infotainment* (mélange d'information et de divertissement) qui brouillent les registres d'intervention publique et provoquent des affrontements spectaculaires circulant massivement sur les réseaux sociaux. Ils mettent en exergue les faits divers redéfinis en faits politiques et font des immigrés et les « wokistes » des boucs émissaires... Ce constat contribue à affirmer une extrême droitisation des médias et une mise en visibilité croissante de l'extrême droite, de ses entreprises, de ses acteurs et de ses idées dans divers canaux d'information.

JOURNALISME VERSUS COMMUNICATION

Néanmoins la riposte s'organise : certains milieux journalistiques et militants³ dénoncent cette main mise. Ils pointent également du doigt l'autocensure des journalistes de ces médias, aux mains des milliardaires, pour ne pas froisser les intérêts économiques de leur groupe. Face à ces enjeux, le droit des médias joue un rôle crucial dans la régulation du

secteur. En France, la loi sur la liberté de la presse de 1881 pose les fondements de la liberté d'expression, tandis que des dispositifs plus récents (cf. loi Léotard de 1986) visent à encadrer la concentration. Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA), devenu l'Arcom, veille au respect de ces règles et à la préservation du pluralisme. Cependant, l'efficacité de ces dispositifs est peu efficace face à l'évolution rapide du paysage médiatique. L'avènement du numérique a profondément bouleversé l'écosystème de celui-ci, posant de nouveaux défis en termes de concentration. Les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) sont devenus des acteurs incontournables de la diffusion de l'information, sans pour autant être soumis aux mêmes contraintes que les médias traditionnels (cf. la mise en ligne le 10 décembre, d'une vidéo affirmant qu'Emmanuel Macron aurait été renversé par un coup d'État militaire. Partagée et relayée massivement sur Facebook, en France et à l'étranger, la vidéo entièrement fictive dépasse 13 millions de vues en quelques jours)⁴.

Aujourd'hui dans la majorité de la presse écrite comme dans l'audiovisuel (y compris public) l'objectif est de faire du buzz voire de la communication au détriment des fondamentaux du journalisme : la vérification de l'information, l'impartialité ou tout du moins la non complaisance. On peut donc se demander à quoi sert le journalisme ?

MÉDIAS INDÉPENDANTS

Un certain nombre de médias indépendants (pour la plupart sur le web) ont fait leur apparition : *Mediapart*, mais aussi *Reporterre*, *Basta !*, *StreetPress*, *le 1*, *les Jours*, *Blast*... Leur objectif est clairement affiché : revenir aux sources du journalisme (citées plus haut). Beaucoup sont regroupés sur le Portail des médias indépendants (projet conçu et animé par l'équipe de *Basta !*). Il veut offrir une alternative à Google, grâce à un fil d'actualité dédié uniquement aux articles de médias indépendants fiables, « sé-

lectionnés chaque jour par notre équipe de journalistes. »⁵ De plus la plateforme souhaite répondre à une double menace qui pèse sur les médias indépendants et sur le pluralisme de l'information. « La première, c'est l'influence dangereuse qu'exerce aujourd'hui une poignée d'hommes d'affaires sur la presse en France, rachetant un titre après l'autre, utilisant pour certains leurs empires médiatiques pour pousser un agenda politique réactionnaire, voire xénophobe. La seconde menace vient des plateformes monopolistiques du web (*Meta*, *X*, *TikTok*, *Google*) qui ont désormais une quasi-mainmise sur la diffusion de l'information en ligne. »⁶ Reste que ces médias indépendants sont très fragiles financièrement car ils n'existent que grâce à leurs abonnés et aux souscriptions qu'ils lancent régulièrement.

L'information est un droit essentiel : « Le droit à l'information, à la libre expression et à la critique est une des libertés fondamentales de tout être humain. Ce droit du public de connaître les faits et les opinions procède de l'ensemble des devoirs et des droits des journalistes. La responsabilité des journalistes vis-à-vis du public prime sur toute autre responsabilité, en particulier à l'égard de leurs employeurs et des pouvoirs publics. »⁷ Pratiquer cette déontologie, c'est affirmer que notre métier ne s'exerce pas au profit du propriétaire du média ou de la puissance étatique, mais au bénéfice du public, et de lui seul. C'est pourquoi ce journalisme-là s'accompagne de la défense intransigeante de l'indépendance de celui-ci dont la mission d'intérêt public ne doit être entravée par aucun intérêt privé. Cela ne signifie pas qu'il serait au-dessus des lois, irresponsable et intouchable. Mais cela signifie que le journaliste rend compte de son travail dans ce cadre principiel qui fonde une jurisprudence démocratique de l'information.

● Manuela Martins, journaliste

5. <https://portail.basta.media/>

6. <https://portail.basta.media/>

7. Préambule des chartes du journaliste. Déclaration des devoirs et des droits des journalistes. Munich, 1971.

3. <https://www.snj.fr/medias-et-extreme-droite-construire-les-resistances-une-journee-de-debats-et-de-reflexion-le-29>

4. <https://www.la-croix.com/societe/coup-d-etat-en-france-que-sait-on-de-la-fausse-vidéo-qui-a-fait-reagir-emmanuel-macron-20251217>

DECOLONISER LES IMAGINAIRES

La réduction du budget de la Culture prévue pour 2026 met à mal la création artistique, l'accès des jeunes à la Culture (éducation artistique et Pass-culture) et menace toute l'économie et les salarié-es de ce secteur. Difficile alors pour les responsables culturel.e.s de ne pas se tourner vers des offres plus « commerciales » pour boucler les budgets. La Culture, véritable variable d'ajustement des déficits publics de l'État n'est-elle fragilisée que pour ces raisons ? Faut-il rappeler combien l'émancipation pour « penser par soi-même avec les autres », la construction de soi et du commun sont des leviers d'accompagnement du changement.

Au niveau européen et mondial, les menaces de ceux qui souhaitent diviser la société, l'influence prépondérante des médias contrôlés par quelques grandes fortunes, une crise sociale, environnementale et démocratique sont autant de raisons de réinterroger le rôle de l'action culturelle comme vecteur d'émancipation et d'un enrichissement de notre façon d'être au monde.

La Culture, secteur marchand et marchandisable, constitue une manne financière mais aussi un champ à contenir. Pour exister, l'ultra libéralisme construit les inégalités, les discriminations, les segmentations. Et pour étouffer l'espoir et rendre toute idée de transformation impossible, la domination symbolique du côté des classes dominantes suppose de se libérer de toute résistance démocratique. La Culture dans ce qu'elle a de transgressif et qui nomme ce qui est à l'œuvre, en fait partie.

L'extrême-droite et la droite ultra libérale ne s'y trompent pas. Elles tentent d'infiltrer le champ culturel. Il en va du projet de roman national de Wauquiez, heureusement en redressement judiciaire ! ou de celui du milliardaire d'extrême-droite Stérin, exaltant le mythe de l'origine « d'une France éternelle, immuable, catholique ». Leurs récits favorables au pouvoir oligarchique, économique et politique imposent un imaginaire normé : l'inéluçabilité d'une société inégalitaire, d'une compétition et d'une concurrence généralisées définissant l'humanité. La politique devient une guerre culturelle.

Au cœur de la Culture, il y a la création, la fabrique des idées où se nouent les rencontres avec les artistes, les œuvres et notre rapport sensible au monde. Le spectacle vivant, la danse, le cirque, le théâtre, la musique, les arts visuels, les livres... les langages artistiques éclairent nos récits sociaux, féministes, écologiques, technologiques. « Les cultures doivent conspirer ensemble » dit Souleymane Bachir Diagne. Pour faire humanité, nous avons besoin de savoir que d'autres chemins sont possibles pour déconstruire les racismes, les colonialismes, les nouvelles barbaries. Parce que nommer c'est déjà résister.

La bataille culturelle se joue sur les budgets alloués et autour des coopérations culturelles maillant les territoires entre eux, dans l'indépendance de la création et le dialogue avec les populations et les cultures.

Décoloniser les imaginaires captés par les pouvoirs de domination, se donner de nouveaux récits, une contre-fiction où l'espoir est possible, résister à la peur, la méfiance, à tout ce qui peut affaiblir les liens sociaux, sont des défis démocratiques. Avec la re-symbolisation du monde, se construisent de nouvelles grilles de lecture et un bout de notre pouvoir d'agir. La culture ne fera pas tout, mais sans elle on ne fera rien !

● **Jacqueline Madrennes** -RCGA-38

Affiche : Sous les fleurs de Thomas Lebrun

Documentaire chorégraphique qui explore la féminité masculine. « Les Muxes » communauté non genré du sud du Mexique



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e.s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires.

Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>